



# LE DEVOIR

VOL. CVI N° 295

LE DEVOIR, LE MARDI 29 DÉCEMBRE 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

## PROJET IMMOBILIER

### Une église moderne « majeure » sacrifiée

JEANNE CORRIVEAU

Faute d'entretien, l'église Saint-Gérard-Majella est condamnée. Construite en 1962, l'église située à Saint-Jean-sur-Richelieu a été vendue à des promoteurs immobiliers qui la démoliront pour faire place à un projet domiciliaire. Pourtant, cette église, qualifiée de « bijou d'architecture moderne » par plusieurs défenseurs du patrimoine, a obtenu la plus haute cote de classement du Conseil du patrimoine religieux du Québec.

Conçue par l'architecte Guy Desbarats, l'église Saint-Gérard-Majella a besoin d'importants travaux de rénovation qui ont été estimés à plus de 3 millions de dollars: système de chauffage déficient, clocher menaçant de s'effondrer et toit à refaire figurent parmi les travaux requis. Confrontée à des difficultés financières, la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste, qui comptait sept lieux de culte, a décidé de sacrifier Saint-Gérard-Majella.

« Il y avait trop de réparations à faire. On n'avait pas le choix », explique Louis-Charles Fontaine, président de la fabrique de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste. « C'est une belle église moderne. Pour moi, le patrimoine, c'est important. Mais il aurait fallu que l'église soit entretenue chaque année. Maintenant, la facture est trop élevée. »

VOIR PAGE A 8 : ÉGLISE

## RÉFUGIÉS : LA FAMILLE KURDI ARRIVE AU CANADA



DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

Après le drame, la réunion. Tima Kurdi (à gauche), la tante du petit Alan Kurdi, retrouvé mort sur une plage turque, a finalement pu accueillir une partie de sa famille à l'aéroport de Vancouver, lundi. Son frère Mohammed — l'oncle d'Alan — est arrivé de Syrie avec son épouse et ses enfants, dont Haveen, 16 ans (au centre). Le petit Sherwan, 5 mois, a eu droit à une accolade toute spéciale. **Page A 2**

## SOINS À DOMICILE

### Québec n'investira pas un sou de plus

JESSICA NADEAU

Pour faire face au vieillissement de la population, Québec veut augmenter de 15% le nombre de personnes qui reçoivent des soins à domicile d'ici cinq ans. Mais bien que le manque de ressources en soins à domicile ait été dénoncé par la protectrice du citoyen l'automne dernier, le ministère de la Santé estime pouvoir offrir plus de services sans injecter plus d'argent.

Dans son plan stratégique 2015-2020, le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît que « le vieillissement de la population, l'augmentation de la prévalence des incapacités et l'anticipation de besoins plus grands en matière de soins de longue durée » doivent se traduire par une augmentation des soins à domicile.

« Au cours des dernières années, des efforts additionnels ont été consentis en matière de soutien à domicile. Toutefois, des actions doivent se poursuivre, notamment en augmentant le nombre de personnes desservies. Cela permettra aux personnes qui le désirent de demeurer à domicile; en contrepartie, on pourra réserver les ressources d'hébergement à la clientèle présentant un profil de besoins plus lourd. »

Pour 2020, on vise donc une augmentation de 15% du nombre de personnes desservies en soutien à domicile de longue durée. On souhaite également que 90% des bénéficiaires de ces services aient une évaluation mise à jour et un plan d'intervention.

#### Vieillesse de la population

Questionné sur la façon dont la cible a été fixée, le ministère répond que l'augmentation est calculée en fonction du vieillissement de la population. « Le MSSS a retenu l'hypothèse que les besoins croissent au même rythme que la population, afin de maintenir la proportion de personnes desservies en soutien à domicile. L'établissement de la cible tient compte du fait que l'intensité des services est semblable à ce qui est observé actuellement. Elle permet de maintenir,

VOIR PAGE A 8 : SOINS

## AUJOURD'HUI



**Actualités** › **Sitôt déballés, sitôt échangés.** De nouvelles plateformes pour troquer des cadeaux indésirables voient le jour. **Page A 5**

Annonces... A 4 Météo... B 2  
Avis légaux... B 4 Mots croisés... B 2  
Décès... A 4 Sports... B 6  
Grille télé... B 7 Sudoku... B 8



## Faut-il rééditer Mein Kampf?

Le pamphlet d'Hitler est  
« le dernier grand tabou du nazisme »

CHRISTIAN RIOUX  
Correspondant  
à Paris

C'est un best-seller mondial, mais il est toujours interdit de publication dans plusieurs pays. Du moins pour quelques jours encore. Le 1<sup>er</sup> janvier, *Mein Kampf*, la bible de l'antisémitisme et du nazisme, tombera dans le domaine public en Allemagne. Soixante-dix ans après la mort de son auteur, le manifeste antisémite rédigé en prison par Adolf Hitler après son putsch manqué de 1923 sera libre de droits.

Depuis 1945, les droits de *Mein Kampf* étaient détenus par le ministère des Finances de Bavière, qui en interdisait la publication et la traduction par-

tout où cela était possible. Mais, dès janvier, l'Institut d'histoire contemporaine de Munich publiera une édition critique de 2000 pages. En France, les éditions Fayard feront bientôt de même.

Même si Fayard a promis qu'il verserait les profits à une association humanitaire, cette décision suscite de vives réactions. « Non! Pas Mein Kampf quand il y a déjà Le Pen! » s'est écrié le député d'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon dans une lettre ouverte à l'éditeur. Comme si le livre censuré en Allemagne n'était pas déjà diffusé en France en toute légalité. Pour de nombreuses associations juives, la seule publication du livre porte atteinte à la dignité des victimes de la Shoah.

VOIR PAGE A 8 : MEIN KAMPF



AGENCE FRANCE-PRESSE

Sur cette photo non datée, Adolf Hitler parcourt une édition parchemin de *Mein Kampf*, bible de l'antisémitisme et du nazisme.

## ACTUALITÉS

## NÉGOCIATIONS

## Le RESSAQ accepte l'entente de principe

Les membres du Regroupement des ressources résidentielles adultes du Québec (RESSAQ), qui hébergent à domicile quelques personnes âgées ou vivant avec un handicap intellectuel, ont adopté dans une proportion de 59% l'entente de principe conclue jeudi dernier avec le gouvernement du Québec.

Près de 250 délégués réunis à Drummondville se sont prononcés sur l'entente d'une durée de cinq ans, qui n'était même pas recommandée officiellement par l'exécutif de ce regroupement de ressources non institutionnelles hébergeant neuf adultes et moins.

À l'issue de l'assemblée, le président du regroupement, Réjean Simoneau, a indiqué en fin d'après-midi, lundi, que la rencontre avait été «assez ardue» et que certains membres «perdaient beaucoup» en vertu de cette entente. Il a expliqué que le gouvernement avait fixé une date limite aux négociations — le 31 décembre — et

que le RESSAQ avait dû accepter le «meilleur compromis possible» dans les circonstances.

Il a déploré «toutes les choses négatives qui nous empêchaient d'avoir une saine négociation comme normalement on devrait faire: la contrainte du 31 décembre, le maraudage, la loi 10 qui s'en vient».

«Je savais que [le vote] serait serré, mais cela démontre quand même une insatisfaction», a laissé tomber M. Simoneau, qui a estimé que ceux qui avaient voté pour l'entente de principe étaient tout de même mécontents des offres pécuniaires du gouvernement.

Les membres du regroupement se consolent avec certains gains du côté normatif, qui représentent, selon M. Simoneau, «un changement par rapport à la première entente collective» conclue entre le réseau et la santé et des services sociaux et les ressources résidentielles adultes non institutionnelles.

La Presse canadienne



Des membres de la famille du petit Syrien Alan Kurdi sont arrivés lundi à Vancouver après avoir obtenu le statut de réfugiés. Tima Kurdi (3<sup>e</sup> à partir de la gauche), tante d'Alan, installée à Vancouver après avoir émigré au Canada en 1992, a accueilli en larmes son frère Mohammed, un oncle du petit garçon, son épouse Ghousun et leurs cinq enfants, à l'aéroport, devant les caméras de télévision.

DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

## ATTENTATS DE PARIS

## L'épouse française d'un kamikaze écrit sa «fierté»

Paris — L'épouse française de Samy Amimour, un des auteurs des attentats de Paris, le 13 novembre, actuellement en Irak, a écrit une série de courriels à une connaissance pour dire sa «fierté», indique lundi le quotidien *Le Parisien*.

«Je suis tellement fière de mon mari et de vanter son mérite, ah là là, je suis si heureuse...», a-t-elle écrit dans le cadre d'une correspondance électronique avec une ancienne connaissance, découverte par les enquêteurs.

Trois jours après les attentats, elle exulte: «J'ai encouragé mon mari à partir pour terroriser le peuple français qui a tant de sang sur les mains.» Avant de se faire menaçante: «Tant que vous continuerez à offenser l'islam et les musulmans vous serez des cibles potentielles, et pas seulement les flics et les juifs, mais tout le monde.»

Samy Amimour, 28 ans, est l'un des trois kamikazes ayant attaqué la salle de concert du Bataclan, où sont mortes 90 des 130 victimes des attentats revendiqués par le groupe État islamique (EI).

Parti en Syrie en 2013, l'ancien chauffeur de bus radicalisé avait convaincu en octobre 2014 une lycéenne encore mineure de fuguer pour le rejoindre. Mariée religieusement à Samy Amimour, la jeune femme de 18 ans a d'abord vécu à Raqa en Syrie, puis à Mossoul en Irak. Elle aurait récemment donné naissance à un enfant, selon *Le Parisien*.

L'été dernier, elle avait repris contact avec une ancienne connaissance et lui a adressé une série de courriels qui, selon le journal, reprennent tous les codes de la propagande du groupe EI. «J'ai un appart tout meublé avec cuisine équipée, deux salles de bains toilettes, et trois chambres, et je paye pas de loyer, ni l'électricité et l'eau. La belle vie quoi!!!», se vantait-elle notamment dans un message antérieur aux attentats.

«Bientôt, inch'allah, la France et toute la coalition vont savoir c'est quoi la guerre chez elle», écrivait-elle aussi quelques semaines avant le carnage parisien.

Agence France-Presse

## Les Trudeau chez les Obama en mars

Ottawa — Le président américain, Barack Obama, et le premier ministre Justin Trudeau ont choisi une date pour leur première rencontre à Washington. M. Trudeau et sa femme doivent être accueillis par les Obama pour une visite officielle

et un dîner d'État à la Maison-Blanche le 10 mars. Les deux dirigeants se sont rencontrés à l'occasion du sommet de l'APEC aux Philippines en novembre et M. Obama avait mentionné qu'il espérait recevoir les Trudeau à la Maison-Blanche. L'ambassadeur américain au Canada Bruce Heyman a annoncé la date par communiqué lundi.

La Presse canadienne

## RÉFUGIÉS SYRIENS

## Les Kurdi arrivent au Canada

GEMMA KARSTENS-SMITH à Vancouver

L'oncle, la tante et les cousins du tristement célèbre Alan Kurdi, ce petit réfugié syrien retrouvé mort sur une plage de Turquie en septembre dernier, ont été accueillis comme réfugiés au Canada.

Mohammed Kurdi, son épouse Ghousun et leurs cinq enfants sont arrivés à Vancouver lundi. Ils sont parrainés par la sœur de M. Kurdi, Tima, qui était devenue la porte-parole de la famille en particulier — et du sort des migrants syriens en général.

Cette réunification vient clore une année douloureuse pour Mohammed et Tima Kurdi. Leur neveu de trois ans, Alan, son grand frère de cinq ans et leur mère sont morts noyés en mer Égée en tentant de rejoindre la Grèce en provenance de Turquie.

La funeste photographie du cadavre d'Alan, gisant face contre terre sur une plage turque, avait ému le monde entier et éveillé l'opinion publique sur le sort des migrants syriens chassés de leur pays par la guerre civile.

Le père du garçon, Abdullah Kurdi, avait alors expliqué que sa petite famille tentait de gagner le Canada pour rejoindre sa sœur Tima.

Une première demande de statut de réfugié de l'oncle Mohammed venait d'être rejetée par le gouvernement conservateur de l'époque, faute de documents appropriés, selon les autorités. Voyant cela, son frère Abdullah avait alors décidé de tenter sa chance en effectuant la périlleuse traversée de la mer Égée avec sa famille.

Après le décès tragique de sa femme et ses deux enfants, Abdullah Kurdi a décidé de renoncer à demander asile et il est retourné vivre au Moyen-Orient. Son frère Mohammed, lui, a persisté.

## Deuxième demande acceptée

À son arrivée à l'aéroport de Vancouver, lundi, il a remercié — en arabe — les Canadiens et leur gouvernement de lui avoir permis de réaliser son rêve. «Je suis content! Très content!» a-t-il lancé, en anglais cette fois.

Son fils Shergo, un des deux adolescents de la famille, a quant à lui indiqué qu'il avait

bien hâte de retourner à l'école et d'amorcer sa nouvelle vie. La famille comprend aussi Haveen, 16 ans, Ranim, 10 ans, Rezan, 8 ans, et Sherwan, 5 mois.

Après le premier refus esquivé par Mohammed Kurdi, un responsable au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration avait invité Tima Kurdi à présenter une nouvelle demande pour son frère Mohammed et sa famille, à la mi-octobre, alors que le gouvernement n'exigeait plus certains documents difficiles à obtenir des Nations unies.

Mohammed Kurdi avait laissé sa famille derrière lui en Turquie il y a sept mois et se trouvait en Allemagne pour dénicher du travail. Il n'avait donc pas connu son petit dernier, Sherwan, né en juillet, jusqu'à la réunification récente de la famille à Francfort, avant leur venue au Canada.

Parmi ceux qui ont accueilli la famille à l'aéroport se trouvait Fin Donnelly, le député fédéral de Port Moody-Coquitlam, vers qui Tima Kurdi s'est tournée lorsqu'elle éprouvait des difficultés à faire venir sa famille.

Voir Mohammed Kurdi et sa famille arriver au Canada est

«doux-amer», a-t-il dit. «C'est toujours dommage qu'il faille une tragédie pour mobiliser la communauté internationale, mais dans ce cas-ci, c'est certainement ce qui est arrivé.»

Les Kurdi sont donc au nombre des 25 000 réfugiés syriens que le nouveau gouvernement libéral s'est engagé à accueillir d'ici la fin de février. Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, John McCallum, admettait la semaine dernière que son gouvernement n'atteindrait sans doute pas son objectif d'accueillir 10 000 réfugiés syriens d'ici la fin de cette année.

Selon le site Internet du gouvernement, le Canada avait accueilli 2413 réfugiés syriens en date du 26 décembre.

Les Kurdi vont habiter pour l'instant chez tante Tima, qui compte embaucher son frère dans son tout nouveau salon de coiffure, à Port Coquitlam.

Un beau jour, Tima Kurdi espère que son frère Abdullah les rejoindra au Canada. «Abdullah, nous tous ici aimerions que tu sois avec nous.»

«Mais tu es toujours ici», a-t-elle ajouté, une main sur le cœur.

La Presse canadienne

## ÉTATS-UNIS

## Le policier qui a tué le jeune Tamir Rice est blanchi

Cleveland — Un policier recruté de Cleveland ne sera pas accusé pour la mort de Tamir Rice, un garçon de 12 ans abattu alors qu'il jouait avec un fusil à air comprimé, a décidé un grand jury.

Le procureur du comté de Cuyahoga, Tim McGinty, a indiqué lundi qu'il était «indiscutable» que le garçon sortait le pistolet de sa ceinture lorsqu'il a été abattu le 22 novembre 2014. Que ce soit pour le remettre aux policiers ou leur montrer que c'était un faux, d'aucune façon les patrouilleurs n'auraient pu le savoir, a affirmé le procureur.

«Il serait déraisonnable et irresponsable que la loi exige d'un policier d'attendre pour vérifier qu'une arme est bien réelle», a affirmé le procureur. Le procureur adjoint, Mat-

thew Meyer, a ajouté qu'il était «extrêmement difficile» de faire la distinction entre le faux fusil et un vrai, puisque l'embout orange qui caractérise les pistolets à plomb avait été enlevé. De plus, Tamir, à 1,7 m et 80 kg, était costaud pour un garçon de 12 ans.

Vêtu d'un manteau pour homme extra grand et d'un pantalon de taille 36, il passait facilement pour quelqu'un de plus vieux.

Pour ces raisons, le patrouilleur Timothy Loehmann du département de la police de Cleveland a eu raison de craindre pour sa vie et d'ouvrir le feu, selon le procureur.

Ce dernier a précisé que le personnel de la répartition radio avait contribué à cette tragédie en ne communiquant pas des informations

cruciales, à savoir que le suspect était jeune et que le fusil était probablement un faux.

«Des leçons ont été tirées. Cela ne devrait jamais se reproduire et la Ville a déjà pris des mesures en ce sens», a assuré le procureur McGinty.

Désormais, les voitures de police de Cleveland seront toutes équipées d'une caméra de bord et les policiers porteront aussi une caméra sur leur uniforme.

## Colère aux États-Unis

Le décès du garçon a alimenté la colère des citoyens face à la police, qui a abattu plusieurs Noirs, certains non armés, aux États-Unis dans les dernières années.

Les conditions de la mort de Tamir Rice ont souvent été comparées à celles de la mort de Michael Brown, un Noir âgé de 18 ans tué par un policier blanc en août 2014 à Ferguson, une ville du Missouri.

La non-inculpation des policiers impliqués dans le décès de Tamir Rice «n'apporte aucune réponse à des questions fondamentales», a jugé pour sa part Cornell Brooks, président de la NAACP, la plus importante organisation de défense des Noirs aux États-Unis.

Il a appelé ses militants à poursuivre le combat «pour Tamir Rice et tant d'autres» devant les tribunaux et dans les urnes.

La famille Rice a réagi, par

voie de communiqué, se disant «triste et déçu de cette décision, mais pas surprise». Elle accuse le procureur d'avoir «manipulé le processus du grand jury pour orchestrer un vote contre la mise en accusation».

La famille a renouvelé sa demande d'une «vraie enquête» au département américain de la Justice.

Le procureur McGinty a prié les gens en désaccord avec la décision du grand jury de réagir calmement.

«C'est le moment pour la communauté et nous tous de commencer à guérir», a-t-il dit.

Malgré sa déception, la famille a fait écho aux propos du procureur en encourageant les mécontents à exprimer leur déception «pacifiquement et démocratiquement».

Le jour de son décès, Tamir Rice jouait avec un fusil à air comprimé emprunté qui ressemblait à un vrai pistolet, à l'extérieur d'un centre récréatif. Arrivés sur les lieux, les policiers, qui répondaient à un appel au sujet d'un homme brandissant un fusil, ont immobilisé la voiture et M. Loehmann a tiré en deux secondes sur le jeune homme, l'atteignant à l'abdomen. La scène avait été filmée par une caméra de surveillance.

Avec l'Agence France-Presse Associated Press

Chers abonnés, chers lecteurs  
Veuillez prendre note de l'horaire du service à la clientèle pour le temps des fêtes:

**31 décembre:  
7 h 30 à midi**

**28 décembre  
et du 1<sup>er</sup> au 4 janvier inc.:  
FERMÉ**

Sinon, le service sera ouvert comme à l'habitude du lundi au vendredi entre 7 h 30 et 16 h 30.

**JOYEUSES FÊTES À TOUS!  
1 800 463-7559**



## Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

## ACTUALITÉS

## BILAN

## Le Québec, « la seule bonne nouvelle » pour les conservateurs

MÉLANIE MARQUIS

à Ottawa

Le 19 octobre, tous les projecteurs étaient braqués sur Justin Trudeau. Grâce aux 40 sièges rafiés au Québec, ses libéraux déjouaient les pronostics en remportant une victoire électorale sans appel. On a peu parlé, ce soir-là, de l'« autre » victoire au Québec : celle des troupes conservatrices.

Les conservateurs y ont réalisé un exploit qu'ils n'ont pu accomplir ailleurs au pays : ils ont fait des gains. Le parti a été complètement rayé de la carte dans les provinces de l'Atlantique et s'est carrément effondré en Ontario. Mais au Québec, il a plus que doublé son nombre de sièges.

Jamais la récolte n'avait été aussi fructueuse pour le Parti conservateur de Stephen Harper au Québec. Le caucus québécois a grossi, passant de cinq membres à la dissolution de la Chambre à douze lors de la rentrée parlementaire, en décembre.

« Le Québec, c'est la seule bonne nouvelle de la campagne électorale pour nous », lance sans détour le député Maxime Bernier, réélu avec 58,9% des voix dans sa circonscription de Beauce.

La ville de Québec et ses rives nord et sud ont été peinturées en bleu. Il s'agit traditionnellement d'un terrain fertile pour les formations politiques conservatrices, fait remarquer Réjean Pelletier, professeur à la retraite du Département de sciences politiques de l'Université Laval. « La grande région de Québec reste une région profondément conservatrice au sens idéologique du terme. Il y a un conservatisme social, économique et, je dirais, antiétatique », avance-t-il.

Une inclinaison que viennent nourrir les fameuses radios parlées de Québec. « Ça ne vient pas créer le phénomène, mais les gens qui l'écoutent se disent : "Oui, c'est ce qu'on pense." Et donc ça vient amplifier le phénomène, conforter les gens dans leur pensée », soutient M. Pelletier.

Mais cette victoire est aussi le fruit d'un travail qui s'est amorcé il y a environ deux ans et qui s'est articulé autour d'une stratégie axée sur les valeurs, confie l'un des principaux architectes de la campagne des conservateurs.

« On s'est donné un plan avec des objectifs qui comprenait entre autres de tendre la main aux Québécois pour expliquer c'est quoi, être conservateur, qu'ils étaient peut-être plus conservateurs qu'ils ne le pensaient, et que leurs priorités étaient nos priorités », détaille cette source.

À l'instar des députés qui ont été élus sous la bannière conservatrice, ce stratégie souligne à gros traits le rôle joué par le lieutenant québécois Denis Lebel. Il a recruté de grosses pointures, dont le populaire maire de Victoriaville, Alain Rayes, et l'ancien député caquiste Gérard Deltell.

À Québec, « l'effet Deltell » a d'ailleurs certainement joué un rôle dans des circonscriptions limitrophes, où il a « peut-être pu faire la différence », constate le professeur Réjean Pelletier.

## Ailleurs au Canada

Pendant ce temps, ailleurs au Canada, on observait l'effet inverse : le vote conservateur reculait au fur et à mesure de la campagne avançait. Et Maxime Bernier n'en attribue pas seulement la responsabilité au désir de changement de l'électorat : il montre du doigt les tacticiens derrière cette campagne. « Certaines personnes dans d'autres provinces se sont plaintes que la campagne était très centralisée et que les gens sur le terrain étaient plus ou moins consultés sur la stratégie électorale », signale le député.

« Au Québec, M. Lebel et l'équipe québécoise, on avait de la latitude pour gérer la campagne électorale au Québec. Et je pense que ça nous a bien servis », enchaîne M. Bernier, l'un de ceux qui songent à lancer dans la course à la succession de Stephen Harper.

La division du vote a également donné un coup de pouce aux conservateurs, relève une des victimes du phénomène, l'ex-député du Nouveau Parti démocratique (NPD) Jonathan Tremblay, battu par la conservatrice Sylvie Boucher dans Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix. « Pour la région de Québec, ça se passait entre les conservateurs et le NPD. Il y a eu une montée des libéraux au Québec, ils ont aussi augmenté à Québec, mais pas suffisamment pour battre les conservateurs. Le vote NPD-libéral s'est divisé, et ça a laissé passer les conservateurs », dit-il.

Le débat sur le port du niqab aux cérémonies de citoyenneté, en particulier, a considérablement nui aux troupes de Thomas Mulcair, croit M. Tremblay. « C'est sûr que le niqab a été le tournant majeur pendant la campagne », relate-t-il.

Le conservateur Pierre Paul-Hus est l'un de ceux qui ont su tirer leur épingle du jeu. Il a remporté une victoire décisive dans la circonscription de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles.

L'ancien militaire pense que « la lune de miel ne sera pas longue » entre le nouveau premier ministre Justin Trudeau et les Canadiens et prédit qu'aux prochaines élections, ce seront les conservateurs qui emprunteront les voies ensoleillées. « Avec la façon dont les libéraux ont commencé à travailler et en voyant vers où ils s'en vont, c'est sûr et certain que, dans quatre ans, on reprend le pouvoir, et c'est sûr qu'on va augmenter le nombre de sièges conservateurs au Québec », lance M. Paul-Hus.

Ce n'est évidemment pas l'avis du libéral Antoine Bujold, qui s'est incliné après une chaude lutte à trois dans la circonscription de Beauport-Limoilou, ravie au NPD par le conservateur Alupa Clarke, un jeune réserviste des Forces armées canadiennes.

La Presse canadienne

## SANTÉ

## La pollution sonore coûte cher au Québec

SARAH R. CHAMPAGNE

Alors que plusieurs se sont envolés pour les vacances et que d'autres se sont reclus dans le silence des campagnes, l'on tend de plus en plus l'oreille aux grondements de la civilisation. Une étude récente de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) révèle qu'au moins 640 000 personnes ont été exposées en 2014 à des niveaux de bruit environnemental nuisibles. Les transports en restent la source principale, l'aérien étant le plus dérangeant.

Pour la province seulement, la dépréciation des maisons dans des zones affectées et les autres coûts financiers s'élèvent à 679 millions de dollars. Et cette évaluation est « conservatrice », indiquent les auteurs, Richard Martin, Pierre Deshaies et Maurice Poulin.

L'avis, rendu public il y a un mois sans faire grand bruit, avait été sollicité par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour explorer les mesures susceptibles de mitiger ce facteur de risque pour la santé. L'INSPQ plaide ainsi pour une politique harmonisée contre le bruit.

La pollution sonore occasionne en effet des troubles graves. L'exposition chronique au bruit du trafic routier ou aérien augmente le risque d'hypertension artérielle et d'infarctus du myocarde, selon des études récentes recensées par l'INSPQ.

Les sons « nuisibles » sont définis comme ceux « non désirés », « qui dérangeant » ou ceux dont la puissance est trop élevée. Le seuil de 55 décibels pour le bruit ambiant — présent de jour comme nuit — est généralement cité, entre autres par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'impact reste subjectif, donc variable selon les individus, note l'Institut, mais il est reconnu comme un problème de santé publique partout à travers le monde.

Lorsque le bruit interfère avec d'autres activités, le sommeil par exemple, il est d'emblée considéré comme nuisible. Les chercheurs indiquent également que l'apprentissage des enfants à l'école peut en être dérangé. Preuve en est que l'insourdissement de 35 écoles publiques américaines situées à proximité d'aéroports a entraîné une diminution notable du taux d'échec.

## Confusion politique

C'est sur ces effets que Raymond Prince s'évertue à attirer l'attention depuis plus de deux ans. Porte-parole du regroupement Les pollusés de Montréal-Trudeau, il représente des citoyens exaspérés par le vrombissement des avions au-dessus de leur tête et de leur maison.

M. Prince accueille favorablement cet avis, « qui reconnaît le problème et le fait que le transport aérien est la source la plus dérangeante ». Il déplore cependant que peu de données récentes soient disponibles, et que l'avis reste plus « académique » qu'une véritable « étude d'impact ». Le groupe de citoyens a installé 10 stations de mesures du bruit dans les corridors des avions afin de documenter le niveau sonore. « Les données sont publiques, mais ils ne les utilisent pas, contrairement à celles d'ADM [Aéroports de Montréal], qui est plutôt opaque », dénonce-t-il.

Les solutions avancées dans l'avis sont pertinentes, mais elles ne vont pas assez loin, selon ce porte-parole. « Ailleurs dans le monde, des organismes indépendants gèrent les plaintes et donnent carrément des pénalités aux transporteurs



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Une étude révèle qu'au moins 640 000 personnes ont été exposées en 2014 à des niveaux de bruit environnemental nuisibles. Les transports en restent la source principale, l'aérien étant le plus dérangeant.

aériens qui violent les couvre-feux ou les niveaux de bruit. A 40 000 euros à Genève, le transporteur y pense deux fois ! »

Les pollusés de Montréal-Trudeau ont trouvé l'oreille attentive de quelques politiciens, mais aucun « porteur de dossier », avance M. Prince.

Il faut dire que la lutte contre la pollution sonore est extrêmement morcelée, ce que l'INSPQ ne manque pas de souligner. On lit en effet dans l'avis qu'au Québec, « au moins dix ministères et onze organisations se partagent les responsabilités en cette matière ». Uniquement à l'échelle de Montréal, des règlements contre le bruit sont adoptés par chacun des arrondissements, avec quelques variations.

À l'instar de M. Prince, l'INSPQ a recensé une trentaine de groupes au Québec, qui ont pour la plupart une source spécifique de bruit dans leur mire, les motoneiges ou les éoliennes par exemple.

Longtemps parent pauvre de l'environnement, le « vécu sonore » excessif donne de plus en plus lieu à des plaintes, voire à des poursuites judiciaires. La Ville de Saint-Lambert tente notamment de limiter le niveau sonore des spectacles extérieurs qui ont lieu durant l'été au parc Jean-Drapeau. Signe que le problème du bruit se fait de plus en plus entendre.

Le Devoir

## BILAN

## L'opposition cherche toujours la voie pour contrer le « monopole libéral »

ALEXANDRE ROBILLARD

à Québec

À quelques mois de la mi-mandat du gouvernement de Philippe Couillard, la lutte devrait s'intensifier, entre les partis de l'opposition, pour contrer le « monopole libéral » qu'ils craignent de voir s'installer.

Avec trois formations dans l'opposition à l'Assemblée nationale, dont deux souverainistes, les libéraux de M. Couillard se sont maintenus en tête des sondages, cet automne, malgré des politiques budgétaires critiquées, des négociations avec le secteur public et le dépôt du rapport de la commission Charbonneau.

En concluant les travaux parlementaires, début décembre, le chef péquiste, Pierre Karl Peladeau, et le chef caquiste, François Legault, ont tous les deux relevé la nécessité de surmonter la division de l'opposition d'ici le scrutin de 2018. M. Legault est même allé jusqu'à prédire que, si rien ne change, le « monopole libéral » sur le gouvernement pourrait se prolonger jusqu'à 2026.

Au cours des derniers mois, chacun a commencé à esquisser sa stratégie dans le but d'élargir sa base d'appuis dans l'électorat adverse.

L'arrivée de M. Peladeau à la tête du Parti québécois a accentué la polarisation du débat politique sur l'axe fédéraliste-souverainiste, ce qui a notamment forcé M. Legault à définir sa position constitu-

tionnelle « pour un Québec fort » à l'intérieur du Canada.

## Le pari caquiste

Proposant plus de revendications que les libéraux, notamment sur le front de la langue, de la culture et de l'immigration, la Coalition avenir Québec (CAQ) a fait le pari qu'au moins une partie de l'électorat péquiste pourrait répondre à son appel au ralliement « nationaliste ».

Avec ce virage, par lequel la CAQ a enterré sa promesse de trêve constitutionnelle, M. Legault espère donner un nouveau souffle à son parti, éprouvé cette année par les départs des députés Gérard Deltell et Sylvie Roy.

Jusqu'ici campé dans son profil d'homme d'affaires qui a fait le saut en politique, M. Legault a peine à se distinguer, au cours des derniers mois, de M. Peladeau. En plus de mettre également de l'avant ses réalisations en affaires, le nouveau chef péquiste jouit déjà du statut de personnalité médiatique.

Cette difficulté de M. Legault est apparue clairement quand le chef caquiste s'est appuyé sur des sources anonymes pour affirmer, en juin, que le profil souverainiste de M. Peladeau nuirait au retour des Nordiques à Québec, un projet auquel est associé le conglomérat Québecor, dont le chef péquiste est l'actionnaire de contrôle.

M. Legault a eu recours au même procédé pour affirmer plus tard qu'il existait au Québec des

acheteurs potentiels intéressés à faire l'acquisition du bloc d'actions du chef péquiste, qui craint un démantèlement de son siège social s'il le mettait en vente.

## L'effet Peladeau

De son côté, M. Peladeau a répété, durant la course à la direction au début de l'année, qu'il se croyait en position de rallier des électeurs caquistes au PQ ainsi qu'au projet souverainiste.

Au début du mois, M. Peladeau a une nouvelle fois mis de l'avant son credo économique pour établir un parallèle entre les électeurs de la CAQ et les objectifs du PQ.

« Je pense que, dans son parti, il y a de très nombreux nationalistes qui partagent cette volonté de continuer à nous enrichir », a-t-il dit.

En septembre, M. Peladeau a aussi fait de l'œil aux électeurs des deux autres formations souverainistes, Québec solidaire (QS) et Option nationale, lorsqu'il a affirmé que le PQ n'a pas le monopole du projet indépendantiste. Les embûches qui parsèment la route du ralliement sont apparues en octobre dernier, quand QS a fait bande à part au moment de marquer le 20<sup>e</sup> anniversaire du dernier référendum sur la souveraineté.

## QS, « l'incontournable »

Fin juin, plus d'un mois après l'élection de M. Peladeau à la tête du PQ, QS a lancé une opération de mobilisation sur le terrain pour

« faire connaître sa démarche d'accession à l'indépendance ».

L'objectif était notamment de démontrer que « Québec solidaire est un acteur incontournable du mouvement indépendantiste québécois ».

S'exprimant sur l'hypothèse récurrente d'alliances électorales avec le PQ, le député Amir Khadir a donné un aperçu des attentes de sa formation politique, début décembre.

M. Khadir a invité les péquistes à se prononcer en faveur d'une réforme qui permettrait un mode de scrutin proportionnel, tel que les libéraux fédéraux veulent le proposer à Ottawa.

« Ce qui rend difficile toute entente électorale, entre guillemets, c'est le système actuel », a-t-il dit.

## Bipartisme

Les élections en 1989 ont été les dernières à consacrer le bipartisme en chambre dominé par le Parti libéral du Québec, qui avait remporté 92 des 125 sièges avec 49% des votes, et le PQ, qui avait obtenu 29 sièges grâce à 40% des suffrages.

À partir de 1994, avec l'élection d'un premier député, les appuis à l'Action démocratique du Québec sont allés croissants, pour culminer en 2007 à 30% des suffrages, ce qui lui a permis de former l'opposition officielle. Sa fusion à la CAQ n'a pas empêché l'érosion de ce créneau dans l'électorat, malgré un rebond de la campagne de M. Legault en 2014.

La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

## Neige, glace et pluie s'abattent sur le Midwest américain

DAVID WARREN  
REESE DUNKLIN  
à Garland

Alors que les résidents du nord du Texas évaluaient les dommages causés par une série de puissantes tornades, le même système de tempête a submergé le Midwest américain de neige, de glace et de pluie, lundi, aggravant les inondations qui ont fait plus d'une dizaine de morts et entraîné l'annulation de centaines de vols.

Au moins 11 personnes ont perdu la vie et des dizaines d'autres ont été blessées lorsque des tornades ont balayé la région de Dallas, samedi, détruisant presque tout sur leur passage. Ces incidents, de même que les inondations au Missouri et en Illinois, comptent parmi les plus récentes intempéries à avoir frappé les États-Unis depuis mercredi dernier, faisant jusqu'ici un total de 45 victimes.

Toutes sortes de précipitations étaient prévues dans le centre du pays, lundi. Onze États devaient recevoir de la neige, du verglas et de forts vents, alors que des pluies abondantes devaient s'abattre sur le Missouri et l'Arkansas, déjà aux prises avec d'importantes inondations.

Environ 900 vols ont été annulés, dont le tiers aux deux principaux aéroports de Chicago, et 500 autres retardés en raison du mauvais temps, selon le service FlightAware. On compte environ 150 annulations lors d'une journée normale.

Les autorités de la Georgie ont confirmé deux nouveaux décès lundi. Le corps d'un homme dont la voiture a été emportée par les inondations a été retrouvé. Un second corps a été découvert au lac Self. Les autorités enquêtent pour éclaircir la cause de cette mort.

Dans le nord du Texas, les autorités ont estimé que 1450 résidences avaient été abîmées ou détruites par au moins 9 tornades, dont une de catégorie 4.

## État d'urgence

À l'autre bout du Texas, le département de la Sécurité publique à Amarillo a fortement déconseillé, lundi, aux automobilistes de prendre la route dans 26 comtés, les rafales de neige ayant rendu le système routier impraticable. Le gouverneur de l'État, Greg Abbott, a déclaré l'état d'urgence dans quatre comtés, soit Dallas, Collin, Rockwall et Ellis.

Dans la région de Dallas, la Croix-Rouge distribuait bâches, pelles, râtaeux et

sacs à ordures et a établi des refuges pour les sinistrés.

La gouverneure de l'Okla-homa, Mary Fallin, a décrété l'état d'urgence en raison de la tempête de neige faisant rage dans l'ouest et au centre de l'État ainsi que des pluies torrentielles dans le sud et l'est.

Son homologue du Missouri, Jay Nixon, lui a emboîté le pas, alors que plus de 180 routes de l'État étaient toujours fermées à la circulation, lundi, à cause des inondations.

Plusieurs routes de l'ouest du Texas demeuraient fermées lundi, mais l'autoroute 40, la principale artère qui traverse le nord-ouest du Texas, a pu rouvrir. La circulation était au beau fixe depuis des heures dans l'ouest du Texas, à l'intersection des autoroutes 10 et 20, lorsqu'elle a recommencé à avancer tranquillement lundi. Les bouchons ont commencé dimanche soir et les automobilistes étaient arrêtés sur une vingtaine de kilomètres.

Vito Randazzo, de la Californie, a été coincé sur l'autoroute 10 pendant 13 heures. «*Tout le monde dort dans sa voiture*», a-t-il raconté, ajoutant que la route était enneigée et glacée.

Le lieutenant Pedro Barineau, de la police de Garland, a annoncé dimanche matin que le mauvais temps avait fait huit morts et quinze blessés dans la municipalité située à une trentaine de kilomètres au nord-est de Dallas.

À Garland, une grande banlieue de Dallas, la destruction était telle que le juge de comté Clay Jenkins a déclaré un désastre quelques minutes seulement après avoir vu la situation.

À Rowlett, une ville voisine de Garland, le directeur municipal, Brian Funderburk, a déclaré dimanche que le mauvais temps avait fait 23 blessés parmi ses concitoyens, mais aucun mort ni disparu.

Trois décès ont aussi été rapportés dans le comté de Collin, à quelque 70 kilomètres au nord-est de Dallas, par le shérif Chris Havey.

Selon le shérif du comté de Pulaski, Ronald Long, six personnes se sont noyées dans le centre du Missouri au cours du week-end lorsque leur véhicule a été emporté par les eaux, dont quatre soldats étrangers qui étaient temporairement stationnés à une base de l'armée américaine.

Dans le sud de l'Illinois, trois adultes et deux enfants se sont noyés samedi.

Associated Press



NATACHA PISARENKO ASSOCIATED PRESS

La ville argentine de Concordia est l'une des plus touchées par les intempéries.

## El Niño, responsable de tous les maux ?

HÉLÈNE GULLY

Depuis quelques semaines, l'Amérique du Sud est confrontée aux pires inondations de la décennie. Près de 170 000 personnes ont été évacuées au Paraguay, en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Aucun bilan officiel ne fait état du nombre de décès.

«*Nous savions qu'El Niño allait provoquer des inondations, mais personne n'imaginait que celles-ci allaient prendre une telle ampleur*», dit Enrique Cresta, le maire de la ville argentine de Concordia, très touchée par les intempéries. Tout semble accuser El Niño, ce phénomène météorologique localisé dans l'est du Pacifique, autour de l'équateur, qui se manifeste tous les trois à sept ans et qui affaiblit les alizés (jusqu'à les inverser). Ces vents poussent d'ordinaire les eaux chaudes vers l'ouest, mais

sous l'influence d'El Niño, le sens s'inverse, bloquant les remontées d'eau froide.

## El Niño est-il de retour ?

Depuis quelques mois, les symptômes se sont multipliés. L'indice le plus éloquent est l'augmentation des températures de surface du Pacifique. Celles enregistrées entre juin et août par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sont supérieures à la normale de 2°C.

## Quelle est l'intensité du millésime 2015 ?

L'ONU a averti dès novembre que l'épisode 2015 serait l'un des plus puissants depuis 1950. D'où l'ampleur des intempéries en Amérique du Sud: «*Les graves sécheresses et les inondations catastrophiques qui touchent les zones tropicales et subtropicales portent la signature de l'actuel Niño, le plus*

puissant que l'on ait observé depuis plus de 15 ans», souligne Michel Jarraud, secrétaire général de l'OMM.

## A-t-il aussi des effets bénéfiques ?

«*Des études ont montré que les États-Unis sont un des grands gagnants d'El Niño économiquement, avec des gains de PIB qui peuvent se chiffrer en milliards de dollars*», explique Mike Halpert, directeur adjoint du Climate Prediction Center. Une thèse que soutient Xavier Demeersman, journaliste scientifique pour Futura-Sciences. Sur son blogue, il écrit qu'«*un El Niño plus fort, c'est potentiellement une bonne nouvelle pour l'ouest des États-Unis, en particulier l'état le plus peuplé, la Californie, qui souffre [...] d'une grande sécheresse depuis quatre ans*». El Niño a pour l'instant tenu ses promesses. Des

pluies diluviennes y sont tombées mi-octobre: «*Près de 15 centimètres d'eau sont tombés par heure à certains endroits*», selon Tim Krantz, professeur d'études environnementales à l'université de Redlands.

## L'homme n'y serait donc pour rien ?

«*Ce phénomène naturel qu'est le Niño et le changement climatique provoqué par l'homme peuvent interagir et influencer l'un sur l'autre de manière totalement inédite*», explique Michel Jarraud. Eric Guilyardi, chercheur au CNRS, confirme que «*ce type d'événement survient actuellement tous les 15 ans*». Son équipe «*a pu montrer sans ambiguïté que cette fréquence doublerait à compter de 2050 si rien n'est fait d'ici là pour enrayer les émissions de gaz à effet de serre*».

Libération

## Tempête en vue

De 25 à 35 centimètres de neige sont attendus dans le sud du Québec

PIERRE SAINT-ARNAUD

À défaut d'un Noël blanc, le sud du Québec pourra se rabattre sur un jour de l'An blanc.

Les quelques centimètres tombés dimanche n'auront été qu'une modeste introduction à l'hiver, qui fera une entrée plus fracassante au cours des prochaines heures avec des précipitations de 25 à 35 centimètres de neige d'ici à la fin de la journée de mardi.

Environnement Canada a

ainsi diffusé un avertissement de tempête hivernale pour Montréal, l'Outaouais, les Laurentides, Lanaudière, le Centre-du-Québec, l'Estrie et la Montérégie.

Les précipitations devraient commencer aux environs de minuit, dans la nuit de lundi à mardi, et laisser près d'une dizaine de centimètres au sol pour mardi matin.

La journée de mardi sera marquée par de la neige parfois forte et la hauteur des accumulations sera déterminée

par la quantité de grésil qui y sera mêlée, puisque cette forme de précipitation est attendue dans l'extrême sud, soit les régions de Vaudreuil et du sud de l'Estrie.

## Pas de pluie verglaçante

Quoi qu'il en soit, on prévoit pour ces régions un minimum de 25 centimètres. Tout indique cependant que le Québec sera épargné par la pluie verglaçante, qui frappera plutôt le sud de l'Ontario et l'État de New York.

L'intensité des chutes de neige diminuera en allant vers l'est. Les secteurs de Trois-Rivières et Québec doivent s'attendre à des accumulations de 10 à 15 centimètres, accompagnées de forts vents, surtout le long du fleuve, qui causeront de la poudrière.

Encore plus à l'est, dans les régions du Bas-du-Fleuve, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, on ne prévoit que quelques centimètres de neige.

La Presse canadienne



JOHN WEAST AGENCE FRANCE-PRESSE

Les rafales de neige ont rendu le système routier impraticable lundi dans 26 comtés du Texas.

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel :  
petitesannonces@ledevoir.com

## AVIS DE DÉCÈS

160  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUERDISCRIMINATION  
INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

OUTREMONT - 5, Vincent d'Indy 112, 314, 412, Penthouse 514, rénové, près métro, UdeM, Prolefrigo, Chauffage, eau chaude, Ascenseur. 514 737-8055 514 735-5331

170  
HORS FRONTIÈRES EUROPE  
À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars

Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08 Tt équipé, très ensoleillé. Sur jardin Sem/mois 514 272-1803

PROVENCE

Vallée du Rhône  
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet. www.bonnevisite.ca/nyons mariehalarie@gmail.com

185  
CHAMBRES

Un don d'espoir pour la vie

307  
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion

achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 1317, ave du Mont-Royal Est

515

INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Votre PME paie trop cher ses télécommunications? Me Julien Valois-Francoeur 514-667-4860

Allô prof : des services GRATUITS d'aide aux devoirs offerts à la grandeur du Québec!

599  
MESSAGES

CHARME &amp; PRESTIGE

Promotion du Nouvel An du 2 au 9 janvier

NOUVEAUX CLIENTS 2 pour 1 150\$

Format double (2 1/2" X 5 3/8")

514 985-3322

599  
MESSAGES

Les petits frères des Pauvres  
La famille des personnes âgées seules  
Pour donner  
1.866.627.8653

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ  
LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE  
▲ comme coopérant  
▲ comme bénévole  
▲ comme donateur  
(514) 387-2541, poste 240  
Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

10e Anniversaire

Noël Audet  
23 décembre 1938 – 29 décembre 2005  
Voilà déjà 10 ans que tu nous as quittés et depuis ce temps, toujours mon beau Noël, tu es dans notre coeur. Nous t'aimons.  
Lyse et les enfants  
Que ceux qui ont connu Noël aient une pensée pour lui aujourd'hui.

## ACTUALITÉS

## Le Devoir fait recette

## Le pâté aux patates de grand-père Émile

Nous avons fait appel à nos lecteurs pour qu'ils fouillent leurs cartons à la recherche d'une recette léguée de génération en génération. Alors que les fêtes de fin d'année battent leur plein, nous poursuivons cette série gourmande, dans laquelle vous trouverez une recette, le contexte familial qui l'a fait naître et la touche d'un expert des traditions culinaires inspiré par la recette pour raconter un pan d'histoire de la gastronomie.

SOPHIE PANNETON

La maison de mes grands-parents maternels était tout près du marché Jean-Talon. Un petit carré de 25 pieds sur 25 pieds qui réunissait les six enfants du couple avec les familles. Les montagnes de manteaux sur le lit que ça faisait!

On se régala du ragoût de boulettes et pattes de cochon (gracieuseté de Jehane Benoit) et de tourtière, mais mon dévolu se jetait sur la façon de servir les patates... Comme une tourtière. Ça se préparait d'avance et se gérait facilement le soir du réveillon. Ça donnait le fameux pâté aux patates!

La purée de patates contenait invariablement de la sarriette. Recette d'Émile, mon grand-père. Pas d'oignons, juste des patates!

## Le mot de l'historienne



CATHERINE FERLAND

Si la patate est aujourd'hui présente partout dans l'alimentation québécoise — du déjeuner au souper et même dans les grignotines —, elle est arrivée assez récemment sur les tables occidentales. Petit rappel de l'histoire de ce tubercule.

Originaire des hauts plateaux andins, où le climat froid et sec réduit les possibilités agricoles, la pomme de terre est à la base de l'alimentation des populations autochtones de ces régions depuis des siècles. Les Européens la découvrent à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle: entre 1585 et 1600, elle est progressivement introduite en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en France. L'agronome français Olivier de Serres en signale la présence en Dauphiné, où sera créé le fameux gratin dauphinois.

On raconte que sir Walter Raleigh fut le premier Européen à « cuisiner » la patate avec de la viande de porc... En 1595, cet aventurier anglais et sa bande se trouvent en Guyane. Ayant apporté des porcs vivants pour leur consommation personnelle, ils remarquent que les animaux fouillent le sol de leur groin et y déterrent de curieux tubercules. Par « plaisanterie d'ivrogne » (à ce qu'on dit), ils décident de faire cuire ensemble le porc et sa pitance, avec beaucoup de sel. Le premier rôti de porc aux pommes de terre était né!

Pourtant, la pomme de terre est d'abord boudée: au XVII<sup>e</sup> siècle, on la croit



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR  
Il a fallu du temps pour que la patate soit considérée comme une culture horticole digne de ce nom.

responsable de diverses maladies comme la stérilité, la syphilis et les scrofules. Certaines villes françaises en interdissent la culture « sous peine d'amendes ou de torture », affirmant que cette racine « est nuisible et peut causer la lèpre ». Rien de moins! Mais certaines régions plus pauvres l'adoptent tout de même, surtout pour nourrir les animaux et, éventuellement, pour survivre aux famines causées par le climat ingrat ou les conflits armés. C'est ainsi que les miséreux prennent l'habitude de la faire cuire à l'eau, au four ou sous la cendre, en plus de l'intégrer à divers ragoûts.

Ce dédain initial se transpose en Nouvelle-France. On cultive très peu la pomme de terre dans la vallée du Saint-Laurent, ne la jugeant pas intéressante pour l'alimentation humaine. Les administrateurs craignent d'ailleurs que sa culture « facile » ne rende les colons paresseux! Elle s'avère toutefois un bon dépanneur en cas de crise alimentaire, notamment pendant la guerre de Sept Ans. En 1758, le gouverneur Vaudreuil écrit qu'il a obtenu « quelques centaines de tubercules » qu'il a fait distribuer aux réfugiés acadiens.

Il faudra du temps pour que la patate soit considérée comme une culture horticole digne de ce nom. Elle ne connaît un véritable essor au Canada qu'après la Conquête, sous l'impulsion des nouveaux colons d'origine britannique. Vers 1775, elle est déjà intégrée à de nombreuses préparations: purées, fricassées, ragoûts, et bien sûr pâtés, où elle fournit un appoint nourrissant à la viande... lorsqu'elle ne la remplace pas totalement, comme dans la surprenante recette présentée ici!

## Les ingrédients

Pâte feuilletée  
Patates  
Beurre  
Lait ou crème  
Sel-poivre-sarriette

## La préparation

La pâte qui recouvre les pommes de terre peut être en lanières ou entière avec trous, au goût.

Collaboration spéciale  
Le Devoir

## Des cadeaux sitôt déballés, sitôt échangés

ANNABELLE CAILLOU

Le 25 décembre, c'est jour de fête. Mais sous le sapin, c'est le drame: un livre en double, un vêtement trop petit, un jeu compliqué, un accessoire inutile. Déçus de leurs cadeaux de Noël, des Québécois n'hésitent plus à se presser dans les boutiques ou sur Internet pour échanger ou revendre leurs présents indésirables.

Sa bûche de Noël à peine dégrée, Philippe a déjà contacté son ami Pascal pour mettre sa carte cadeau de 250\$ du magasin de vêtements American Apparel en vente sur Kijiji.ca. Quelque peu honteux de vendre son cadeau dans le dos de ses parents, Philippe a préféré charger son ami de la transaction. « Je n'en suis pas très fier, c'est sûr, confie-t-il. Je n'aimerais pas que mes parents l'apprennent, ils seraient tristes. Mais je suis tanné d'être déçu. »

Le jeune homme n'est pas le seul à vouloir se débarrasser en cachette de ses cadeaux à peine déballés. Encore tabou, cette pratique gagne pourtant en popularité. Au lendemain de Noël, les petites annonces se multiplient sur les sites Internet tels que Kijiji, Ebay ou Amazon. « Playstation neuve encore dans son emballage », « Gaufrier en double à vendre », « Vend bottes de neige trop grandes »...

Le département des communications de Kijiji.ca constate chaque année « un plus fort achalandage dans les chiffres du trafic non pas pendant les Fêtes, mais après les fêtes ».

## Un geste offensant

Aux yeux du professeur au

« C'est une insulte à la personne qui nous donne un cadeau. On peut être déçu du cadeau choisi, mais ça reste insultant de le vendre. »

Marcel Fournier, professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal

Département de sociologie de l'Université de Montréal Marcel Fournier, vendre ses cadeaux est un geste offensant. « C'est une insulte à la personne qui nous donne un cadeau. On peut être déçu du cadeau choisi, mais ça reste insultant de le vendre », s'offusque-t-il à l'autre bout du fil.

Celui qui a étudié l'œuvre de l'anthropologue Marcel Mauss sur les rituels d'échange et de don dans les sociétés tribales constate que le cadeau est maintenant considéré davantage pour son aspect économique et matériel que pour sa symbolique. « Le don est un rituel de société, une tradition: on donne, on reçoit et on rend. Lorsqu'on entre dans une boutique, on observe tout, on se questionne sur ce que la personne aimerait recevoir. C'est le principe même de la générosité », souligne-t-il.

Or, selon lui, les individus prennent dorénavant moins le temps de choisir et font leurs achats à la dernière minute, presque par obligation. Cela expliquerait notamment le succès des cartes-cadeaux, qui donnent la liberté à celui qui en reçoit de s'offrir ce qu'il aime vraiment.

Pour Philippe, la carte-cadeau

semblait une bonne solution, mais le choix du magasin fait défaut. « American Apparel, ce n'est vraiment pas moi, je ne m'habille jamais là », explique-t-il. Au fil des années, le jeune homme s'est habitué à recevoir des cadeaux « trop imaginatifs » de ses parents. « L'an passé, c'était une friteuse, mais je ne cuisine pas. L'année d'avant, des pantoufles en forme d'animaux antidérapantes; j'ai passé 15 ans, merci. Il y a eu aussi une théière chinoise, un jeu de tarot, une brosse à dents électrique... et j'en passe », souffle-t-il, exaspéré.

De son côté, le directeur de l'Observatoire de la consommation responsable, Fabien Durif, estime qu'une part grandissante des consommateurs développent doucement mais sûrement une conscience environnementale et se dirigent vers une « consommation mesurée et responsable ». « Les gens réfléchissent à leur consommation, à la durabilité des cadeaux qu'ils font. Est-ce que ça va plaire à la personne? Est-ce que ça ne va pas être obsolète trop rapidement? On ne veut pas offrir quelque chose qui sera rapidement jeté ou inutilisé. »

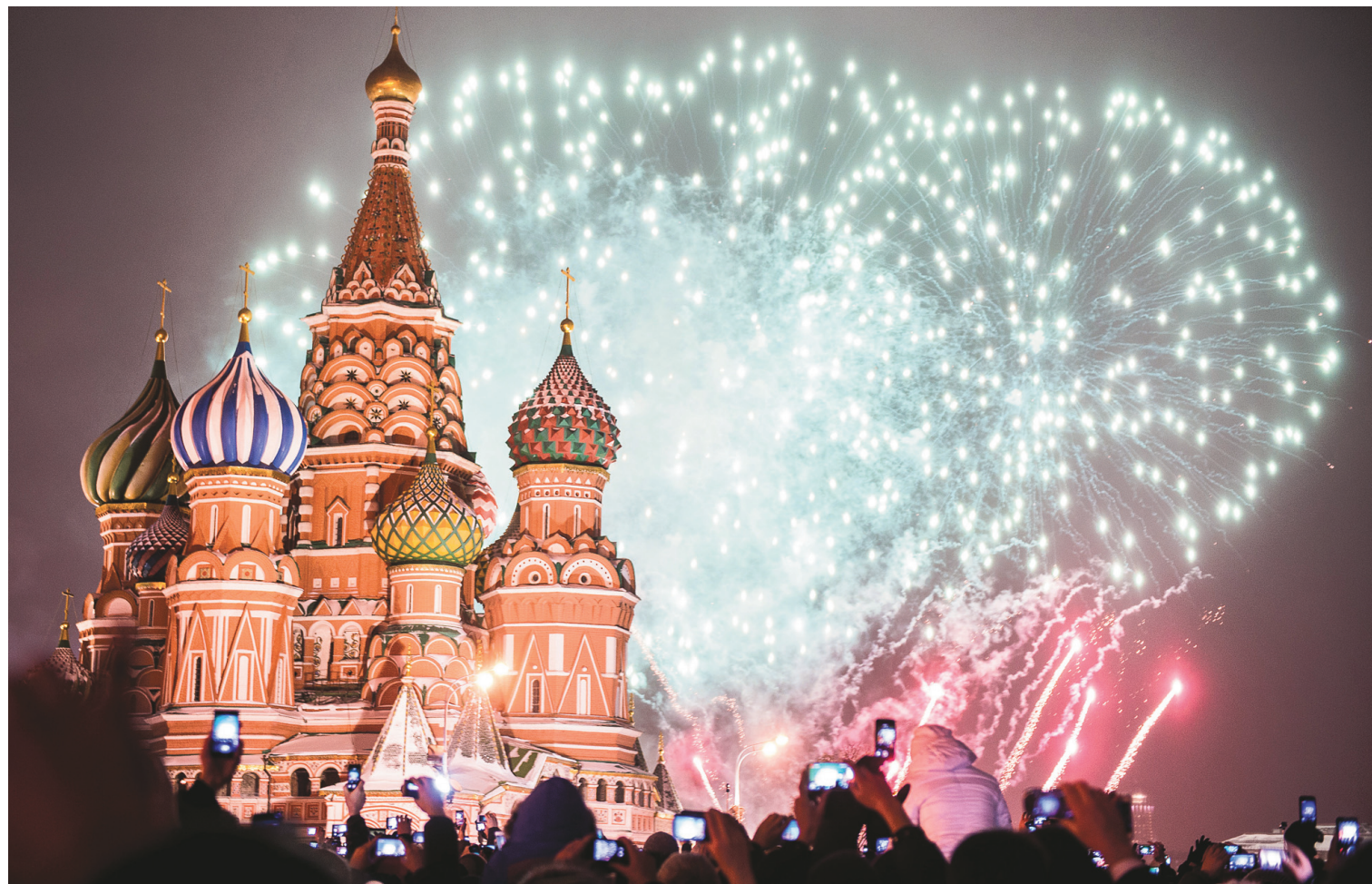
## Troquer l'indésirable

Moins à l'aise à l'idée de vendre un cadeau indésirable, certains préfèrent le donner ou l'échanger contre un autre objet. Cette tendance n'a pas échappé aux agences de publicité montréalaises. Camden a récemment créé la plateforme Internet « Le refuge des cadeaux abandonnés », permettant de déposer un cadeau à faire « adopter ».

Ig2 a de son côté conçu une application d'échange de cadeaux entre particuliers. « Sans encourager la surconsommation, on met les gens en contact pour qu'ils s'échangent des cadeaux décevants contre des cadeaux moins décevants », explique le responsable des communications de l'agence, Charles Durivage. Conçu comme l'application de rencontre Tinder, l'échangiste affiche une liste d'objets: « On « swipe » à droite si ça nous plaît, à gauche pour passer au prochain, jusqu'à ce qu'on ait un « match ». »

Bien que marginal, le troc de cadeaux est une façon responsable de penser Noël, d'après le professeur de marketing à l'Université de Sherbrooke Jean Roy. Selon lui, la tradition de Noël, qui conduit souvent à la surconsommation, pourrait éventuellement évoluer. La vitesse à laquelle Uber et Airbnb sont arrivés dans le quotidien des Québécois témoigne de leur ouverture au changement. « Ça s'inscrit clairement dans l'économie du partage. On donne une seconde vie à un objet qui aurait pu dormir des mois dans un placard sans être utilisé. »

Le Devoir



DMITRY SEREBRYAKOV AGENCE FRANCE-PRESSE

La place Rouge est l'une des premières destinations touristiques de Russie, surtout lors des festivités du Nouvel An.

## RUSSIE

## La place Rouge fermée au public pour le Nouvel An

Moscou — L'emblématique place Rouge de Moscou, lieu de rassemblement traditionnel pour le Nouvel An, sera cette année pour la première fois fermée au public pour le réveillon, ont annoncé lundi les autorités de la ville, dans un contexte de craintes d'attentats visant la capitale russe.

La place accueille en général des dizaines de milliers de Russes et touristes qui fêtent le

Nouvel An au son des cloches du Kremlin voisin, mais cette année, la police en bloquera l'entrée, a prévenu lundi le chef du département de sécurité de la ville, Alexeï Maïorov, cité sur le site de la mairie.

« Ils expliqueront que la place Rouge est fermée pour cause d'événement et qu'il y a de nombreux autres endroits pour passer un bon moment », a-t-il précisé.

Les autorités ont expliqué

cette mesure sans précédent par l'organisation du concert du Nouvel An diffusé en direct sur la première chaîne publique. Seul un public restreint pourra y assister, choisi à l'avance, en grande partie par les autorités locales.

« Ce serait comme fermer Times Square à New York [...] ou obliger les Parisiens à présenter une autorisation spéciale pour s'approcher de la

tour Eiffel », a commenté l'ancien élu Alexandre Klioukine sur la radio Kommersant.

La place Rouge, l'une des premières destinations touristiques de Russie, est bordée par les murailles du Kremlin, principale résidence officielle du président russe, et les célèbres grands magasins du Goum. Elle abrite le mausolée de Lénine.

Agence France-Presse

## À LIRE CETTE SEMAINE.

POUR LE TEXTE ET LE CONTEXTE

LE DEVOIR

## Série spéciale

## PENSEZ L'HIVER

Partez à la découverte des soleils du froid dans une histoire de la glace, du patin, de la réfrigération, de l'isolation et des lumières de l'hiver racontée par Jean-François Nadeau.



## ÉDITORIAL

RAMADI

## Fragile reconquête

Percée importante en cette fin d'année 2015 dans la guerre contre l'organisation État islamique (EI), avec la chute de Ramadi aux mains des forces irakiennes. Mais reconquête néanmoins fragile. Signe, en tout cas, que l'Irak ne s'en sortira que si son gouvernement chiite se décide enfin à tendre la main à la minorité sunnite du pays.

Le plus significatif est sans doute que la ville de Ramadi, dont le groupe EI s'était emparé en mai dernier, a été reprise par les forces armées irakiennes en conjonction étroite avec les combattants des tribus sunnites. Se trouve en fait à être réutilisée l'approche appliquée avec succès il y a quelques années dans la lutte contre al-Qaïda, avant que n'en surgisse, tandis que les Américains avaient le dos tourné, cette excroissance qu'est l'organisation EI. C'est dire, pour être plus clair, que Ramadi, capitale à majorité sunnite de la province d'Anbar, située à une centaine de kilomètres de Bagdad, est tombée sans l'aide des puissantes milices chiïtes soutenues par l'Iran. Ce qui est une première. Le premier ministre irakien, Haider al-Abadi, et la coalition internationale emmenée par les États-Unis avaient décidé de les tenir à l'écart, par peur parfaitement justifiée de voir se répéter les violences sectaires qui s'étaient déchaînées à Tikrit, au début de 2015, contre la population sunnite.



GUY  
TAILLEFER

Ramadi constituait l'une des plus importantes villes conquises par le groupe EI, avec Mossoul, Falloujah et Raqqa. Victoire morale et militaire d'envergure, certes, mais pas aussi dommageable sur le plan stratégique pour l'organisation EI qu'on tend peut-être à le penser. Le groupe contrôle toujours la majorité des villes situées le long de l'Euphrate dans la province d'Anbar, ce qui n'exclut donc pas qu'il soit en mesure de lancer de nouvelles offensives sur Ramadi. Il ne faut pas perdre de vue, du reste, que le pouvoir que parvient à exercer le groupe EI est autant le fruit de ses propres forces militaires que le résultat de la faiblesse de ses ennemis, à commencer par l'État irakien. Il aura fallu, après tout, les 600 frappes aériennes de la coalition internationale depuis juillet avant que ces djihadistes finissent par battre en retraite.

Il faut maintenant que cette reconquête tienne. Et pour qu'elle tienne, et soit le tremplin qui fera éventuellement tomber Mossoul, il faudra qu'elle prenne un jour des formes plus politiques et moins militaires.

Il est illusoire de penser que le groupe EI puisse être véritablement brisé sans qu'une place soit faite à la minorité sunnite dans l'exercice du pouvoir à Bagdad — minorité aujourd'hui tenue à distance pour avoir dominé la vie nationale jusqu'à ce que les États-Unis renversent la dictature de Saddam Hussein en 2003.

Or le gouvernement, dominé par les chiïtes, continue de résister à tout projet de réforme par lequel la majorité accepterait d'ouvrir la porte à un partage du pouvoir qui jetterait les bases d'une réconciliation avec les sunnites. Le remède aux violences sectaires qui empoisonnent le pays depuis plus de dix ans passe pourtant de façon impérative par l'ouverture d'un dialogue social et politique. À défaut de quoi le comportement de l'État irakien restera un argument dont pourront encore se servir les djihadistes avec un maximum de profit.

Cette dynamique ne risque pas de changer à brève échéance: les villes irakiennes de Tikrit, Baiji et Sinjar ont également été reprises cette année au groupe EI. Succès militaire, il y a, jusqu'à un certain point. Tout relatif et incomplet qu'il soit, il conforte le leadership chiïte à Bagdad dans le projet qu'il pourra chasser l'organisation EI du territoire irakien en continuant de faire l'impasse sur les revendications des communautés sunnites — particulièrement en ce qui concerne l'accès à une plus grande autonomie régionale. Projet trompeur, il va sans dire.

ÉNERGIE EST

## Que de risques!

Il ne sera pas simple de faire passer le pipeline Énergie Est sous les rivières du Québec et le Saint-Laurent. Pour dire les choses crûment, «le seul moyen de prévenir toutes les conséquences environnementales serait de ne pas réaliser de traverses de cours d'eau», comme on peut le lire dans le rapport de l'École Polytechnique de Montréal réalisé pour le compte du ministère québécois de l'Énergie et des Ressources naturelles à propos de la construction de pipelines au Québec.

L'étude de Polytechnique n'avait pas pour but de se prononcer sur la pertinence du projet Énergie Est: elle devait plutôt faire valoir les meilleures méthodes de construction et de protection de l'environnement quand un pipeline doit traverser des cours d'eau au Québec. Mais puisque le pipeline présentement sur la table à dessin est celui de TransCanada (le plus important oléoduc en développement en Amérique du Nord), il a servi de référence. D'autant qu'il répond exactement aux trois critères qui font qu'«un tracé de pipeline au Québec mérite une attention particulière»: il longe la rive nord du fleuve Saint-Laurent, il le traverse et il aura un débit important, soit 1,1 million de barils de pétrole par jour. (En comparaison, l'oléoduc exploité depuis 1976 par Enbridge, dont on vient d'inverser le flot entre Montréal et Sarnia, en transporte 240 000 par jour.)

L'étude y va donc de recommandations techniques précises, mais le lecteur comprend qu'on joue avec le feu. On lit: «Dans le contexte d'une traverse de rivière, il est considéré qu'un déversement accidentel de pétrole est impossible à totalement contenir et nettoyer» (en gras dans le texte), «l'oléoduc traverserait un grand nombre de cours d'eau, dont certains sont très critiques en raison d'anciens glissements ou de glissements actifs sur leurs berges», «l'aval du fleuve Saint-Laurent est considéré [comme] extrêmement à risque à la suite d'un déversement accidentel»; «les cours d'eau potentiellement traversés par le pipeline [...] présentent généralement une vulnérabilité élevée de l'habitat des poissons». Etc.

Que de mises en garde qui s'ajoutent à celles des villes, des agriculteurs! Que de risques pour que l'Alberta puisse envoyer vers l'Inde et des pays européens le pétrole tiré de ses sables bitumineux! Tout cela pour créer, à terme, 33 emplois au Québec.

Le fédéral a la main haute pour décider du sort d'Énergie Est, qui doit traverser six provinces, mais il est plus que temps que le premier ministre Philippe Couillard s'indigne autant de ce projet que de l'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti. Il l'a dit lui-même: l'avenir n'appartient pas aux hydrocarbures. Cela s'avère d'autant plus pour un projet qui n'assure que des risques et aucun gain pour le Québec. Que le Philippe vert se lève!

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS!

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUNARD  
Adjoints NELLIE BRIÈRE, PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



GARANTIE  
2015-10-19  
reprise

REPRISE

L E T T R E S

## Ces laissés-pour-compte dans notre hémisphère

Je compatis au sort des milliers de migrants d'Irak et de Syrie qui fuient les horreurs d'une guerre dont ils sont les victimes innocentes. Très sincèrement. Je salue de même les efforts déployés ici pour accueillir les milliers de réfugiés prévus par le nouveau gouvernement fédéral. Cet élan de générosité est représentatif et digne de la réputation des peuples québécois et canadiens.

Pourtant, en cette période où l'actualité occulte d'autres crises, peut-être jugées moins dramatiques, permettez que je rappelle à votre souvenir les 250 000 citoyens dominicains que leur gouvernement a dépourvu de leur nationalité pour cause d'ascendance haïtienne et les plus de 100 000 condamnés à l'expulsion sous prétexte qu'ils sont des migrants sans papiers. De ce nombre, depuis quelques semaines, plus de 3000 crouissent dans des camps de fortune insalubres érigés le long de la frontière entre la République dominicaine et Haïti. Plus de 3000 femmes, hommes et enfants essaient tant bien que mal d'y survivre, sans ressources sinon quelques morceaux de carton et des feuilles de plastique pour se constituer des abris de fortune. Ils végètent, exposés au dur soleil, à la poussière, à la faim et au choléra, qui

a commencé à prélever un lourd tribut sur ces personnes abandonnées tant par leur propre gouvernement que par les organisations étrangères. Déjà, on dénombre une cinquantaine de morts qui auraient pu être évitées si les camps disposaient du minimum en termes de salubrité, de médicaments et de personnel médical ou infirmier.

C'est au nom de ces personnes que je vous interpelle aujourd'hui. Pouvons-nous souhaiter que la générosité des Canadiens et des Québécois s'étende aussi, ne serait-ce qu'un peu, sur ces laissés-pour-compte qui n'espèrent qu'une chose: un peu de solidarité et une main tendue aux plus démunis de notre hémisphère?

Serge Baguidy-Gilbert  
Saint-Eustache, le 25 décembre 2015

## Les policiers en agents provocateurs

Dans le cadre de manifestations récentes, on observe une nervosité croissante de la part du SPVM et de ses agents, malgré l'apparente sérénité d'Anie Samson, présidente de la commission de la sécurité publique de la Ville de Montréal, guère troublée par les assauts policiers subis par des citoyens montréalais (dont David Waddington le 9 décembre et Katie Nelson le 18 décembre). Il faut se souvenir que des juges ont rejeté

la validité de centaines de contraventions policières fondées sur le P6 et qu'une cour a autorisé un recours collectif contre une des arrestations de masse. Ces décisions ont érodé l'arsenal répressif du SPVM.

Alors que faire pour continuer d'intimider les citoyens et les décourager de participer aux manifs? Envoyer une poignée de flics déguisés en manifestants, avec les visages voilés même si la loi l'interdit dans le cadre d'une manifestation. Si faciles à distinguer que les manifestants les identifient vite et essaient d'alerter les autres, ce qui annoie les policiers. Au point qu'un d'entre eux dégage son revolver face à des manifestants alarmés mais non armés. Ils effectuent des arrestations extrêmement brutales. Les accusations contre les manifestants seront éventuellement balayées par manque de preuves. Derrière tout ce théâtre, une intention: nous épouvanter pour qu'on ne descende plus dans la rue exprimer notre mécontentement. Conclusion: ces policiers sont des agents provocateurs, pas juste des «infiltrés».

Il est temps que le maire Denis Coderre exige un comportement éthique et responsable de sa police. Et que toutes les municipalités en fassent autant, pour bloquer la croissance du profilage politique, racial et social.

Mary Ellen Davis,  
Montréal, le 26 décembre 2015

L I B R E O P I N I O N

## La messe de Noël de Jacques Grand'Maison

SERGE PROVENCHER  
Saint-Jérôme

Arrivée une demi-heure à l'avance. Dans le stationnement de l'église de Saint-Hippolyte, il y a déjà trois autos. Bah! Je prendrai du temps pour méditer, me concentrer et prier un peu. Je marche vers l'avant. J'entends sa voix éraillée. Il vient de saluer quelqu'un avant de sortir de sa voiture. Il fait si beau.

Je fais demi-tour. Je l'aide à mettre pied à terre. Je me présente: il ne m'a pas reconnu. «Je perds la mémoire.» Puis, ça y est. «J'ai commencé ce que tu m'as demandé.» Vraiment, je suis étonné. Merci. Il ouvre le coffre arrière. Je transporterai pour lui cette petite serviette laissant voir des documents. Nous discuterons de choses et d'autres comme des amis.

À la sacristie, je prends une photo de lui. Je le laisse ensuite se concentrer. Il a décliné mon aide pour s'habiller. Je prends place au premier banc, assez à gauche. La nef se remplit lentement. À dix heures moins deux, Jacques Grand'Maison s'avance, vacillant presque, puis s'assied derrière l'autel sur un tabouret qu'il ne quittera plus. Son cancer des os a rejoint la moelle épinière. «J'ai eu la pire nuit de ma vie», dit-il dans son micro.

«Ah! comme je suis heureux de vous voir», confie-t-il ensuite à l'assistance. Sa joie est plus que manifeste. Il enchaine alors avec une anecdote qui déride l'assistance. Puis, comme le faisait son collègue Marcel Rioux, sociologue émérite aussi, il se met à disserter, bien assis et concentré, sur la fête de Noël dans ce qui ressemble à un cours magistral à l'université.

Ses propos reprennent pour l'essentiel sa chronique parue quelques jours plus tôt dans *Le Nord*, de Saint-Jérôme. «Plus que jamais Noël se veut la fête de la famille humaine.» Il fait état de conversations avec des jeunes et des athées. «Ces jeunes ont nommé Noël comme le meilleur moment des rencontres de la famille et de la parenté. Il y a de quoi ne pas être trop pessimiste!»

Très vite aussi, il fait référence aux problèmes criants qui frappent le monde actuel. Nous, comme chrétiens, ce n'est pas compliqué: «Il faut que notre bonté finisse par être plus grande que le mal.» Il rapproche le défi des migrants et l'histoire de Jésus. Notre humanité doit être un choix. Autrement, quelle sorte d'être humain sommes-nous?

Aussi: «On a dit que Jésus de Nazareth nous a voulu des êtres debout dans la vie comme dans la foi, dans la responsabilité et sa liberté, dans la compassion et le courage. Surtout le Dieu des chrétiens, c'est un

Dieu d'amour et qui sauve, contrairement au Dieu guerrier, qui tue les diables infidèles.»

Au terme de sa messe, il oublie de nous bénir. Un peu plus tôt, il a oublié un ou deux passages en cours de route, ce que lui rappelle l'homme sympathique qui l'assiste. «Je suis un vieux distrait.» Puis, à la fin, après des vœux de Noël bien sentis et le rappel qu'il ne peut nous serrer la main, dixit son oncologue, ce sont des applaudissements bien nourris après son exubérant «Allez dans la joie du Christ». Des dizaines de fidèles vont le saluer avant de s'en aller.

«On se voit au début de janvier», me glisse-t-il lorsque je mets ma main sur mon cœur et le salue. Je lui demande de tenir bon. Car il a dit à l'assemblée: «J'espère de tout cœur que ce n'est pas la dernière fois que je vous vois.» Je sors de l'église par le côté.

Dans le journal, il a écrit: «Dieu nous a confié cette terre qui est la perle de sa création. En Jésus de Nazareth, humain comme nous, il nous a confié les uns aux autres pour recevoir à notre tour les autres comme des hôtes importants, avant d'être reçu sur l'autre rive dont nous ne savons que si peu.» Oui. «Il faut que notre bonté finisse par être plus grande que le mal.» Je le défendrai toujours. Comme il a toujours défendu les petits.

## IDÉES

## Après la COP21 et l'accueil des réfugiés, quelle solidarité internationale ?

LOUIS FAVREAU

Sociologue, Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) à l'Université du Québec en Outaouais

**L**a solidarité internationale des Québécois ne s'est jamais démentie depuis près de 50 ans. Cette coopération Nord-Sud est socialement progressiste, non partisane sur le plan politique, soutient le renforcement de la société civile et de la démocratie dans des pays du Sud et est laïque. Des milliers d'initiatives surtout locales sont ainsi soutenues par 70 organismes de coopération internationale (OCI regroupés depuis 1976 au sein de l'AQOCI), par le mouvement des agriculteurs (UPA Développement international), le mouvement coopératif (DID et SOCODEVI), le mouvement des femmes et le mouvement syndical. Des organisations du même type au Sud peuvent ainsi mieux agir collectivement et dans la durée.

Ce soutien à des communautés est fortement ancré dans la démocratie locale, dans des économies de proximité, dans la promotion de droits sociaux, dans la neutralité religieuse... Adossée à un financement public relativement consistant durant toutes ces décennies, cette coopération a cependant subi un choc majeur fin 2011 avec la disparition de l'ACDI comme principale source de financement. Ce qui l'a forcée à se redéployer différemment sur le plan de son autonomie financière.

## Un premier virage, la finance solidaire

Plutôt que de miser uniquement sur le financement en provenance des pouvoirs publics, cette solidarité Nord-Sud est en train d'amorcer un virage vers la finance solidaire et de se donner des outils financiers collectifs semblables à ceux d'ici comme le sont les caisses d'économie et fonds de travailleurs à l'initiative des syndicats; les caisses populaires, mutuelles d'assurances et fonds dédiés au développement régional à l'initiative des coopératives; les fonds dédiés dans les réseaux associatifs d'économie sociale. Bref, une économie non capitaliste de marché, cheville ouvrière de nombreux projets de développement économique lancés par les communautés elles-mêmes.

En 2015, l'AQOCI a pris la décision de mettre en œuvre son projet d'un Fonds québécois d'investissement solidaire consacré aux économies de proximité au Sud — comme le sont les fonds de travailleurs qui canalisent des épargnes collectives à des fins de développement du Québec et de ses régions. Cette fois-ci, ce sera aux fins de la solidarité internationale: système de prêts rotatifs en agriculture; prêts et garanties de prêts à des PME (banques coopératives ou communautaires, ateliers de production de panneaux solaires, coopératives de collecte des déchets, etc.). Nous ne sommes plus dans la seule logique de subventions à des fins de développement social, mais dans celle de prêts à des fins



SOURCE CECI

La solidarité Nord-Sud serait en train d'amorcer un virage vers la finance solidaire. Sur notre photo, des pêcheurs guinéens regroupés dans une mutuelle d'épargne et de crédit (MECREPAG).

de développement économique dont le cœur est formé d'entreprises collectives. Ce qui est très attendu de nombreux partenaires du Sud.

## La COP21 impose de nouvelles priorités

L'économique, le social et l'écologique se télescopent dans une crise qui n'en finit plus. L'impensé politique de cette crise globale jusqu'à la conférence de Paris sur le climat vient d'être levé. Sa composante écologique est en voie de devenir pour tous le principal marqueur de la situation mondiale.

Le défi écologique interpelle donc de façon centrale nos sociétés, nos institutions et toutes les forces sociales progressistes dont la plupart s'étaient jusqu'ici focalisées sur la seule question des inégalités sans voir qu'elles étaient intimement liées à l'avenir des écosystèmes. Une partie de cet ensemble de forces — organisations paysannes, coopératives, de femmes, de solidarité internationale — cherche à faire

mouvement, du local à l'international, pour la construction d'un État social-écologique. Pour y arriver, les pistes généralement évoquées portent sur la « biodiversité » de nos économies; sur une forte écofiscalité des États; sur la fin d'une économie fondée sur les énergies fossiles et sur la consolidation d'un mouvement citoyen international.

Dans la foulée de la COP21, la solidarité Nord-Sud du Québec va donc se diriger davantage vers un développement massif de filières durables — énergies renouvelables, agriculture écologiquement intensive, aménagement durable des forêts — en forçant la décroissance des filières polluantes. Plus globalement, l'utopie d'un État social qui a été une véritable révolution au XX<sup>e</sup> siècle a historiquement illustré un possible, car dans l'après-guerre cette construction politique a pris forme dans un nombre important de pays d'Europe et en Amérique du Nord. L'utopie mobilisatrice du XXI<sup>e</sup> siècle sera davantage celle de l'écologie

politique. Le nouveau « New Deal », en partie inspiré de celui du XX<sup>e</sup> siècle, sera cette fois social-écologique.

## Par-delà l'aide humanitaire

Il y a une tragique disproportion dans les ressources financières et humaines consacrées au secours d'urgence par rapport à celles consacrées au développement durable des communautés. Les organisations de secours d'urgence ont souvent plus d'argent qu'elles ne peuvent en dépenser tandis que les autres s'en tirent avec des budgets de misère. Serons-nous condamnés à aller d'un secours d'urgence à l'autre, des réfugiés économiques aux réfugiés climatiques, puis à ceux des zones de guerre? Les initiatives Nord-Sud ont plus de portée lorsqu'elles s'inscrivent dans la durée en aidant des communautés à se doter de leurs propres organisations. Depuis près de 20 ans, les travaux de recherche de la CRDC l'ont cent fois plutôt qu'une clairement démontré.

## PROGRAMME LIBÉRAL

## La « quatrième » révolution antidémocratique

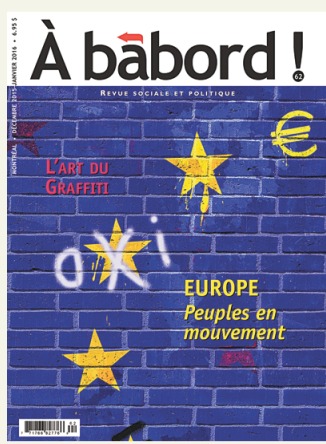
DAVID SANSCHAGRIN  
Doctorant en science politique à l'UQAM

**B**eaucoup a été dit sur le projet libéral de déconstruction de l'État providence québécois pour en faire un État minceur compétitif du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette quatrième révolution néolibérale, pour reprendre le titre du livre sacré de Philippe Couillard (1), doit marquer l'avènement d'un État qui créera les « conditions propices » pour attirer et favoriser les investisseurs d'ici, mais surtout d'ailleurs. Des investisseurs qui, seuls, sont en mesure de créer de la richesse; un moyen qui est apparemment devenu la fin ultime des sociétés contemporaines.

Par conditions propices, on entend: un réseau public d'infrastructures nécessaires à la circulation des biens et des personnes; de l'énergie à bas prix; la privatisation et la libéralisation des monopoles ou quasi-monopoles publics pour créer des occasions d'investissements; un environnement fiscal compétitif; des stratégies publiques individualisées pour requalifier les travailleuses et travailleurs éjectés de secteurs économiques déclinants; le maintien de l'ordre

## DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages de leur publication. Cette semaine, un extrait du dernier numéro (n°62, décembre 2015 – janvier 2016) de la revue *À bâbord!* ([ababord.org](http://ababord.org)).



public (et donc le respect de la propriété et des contrats); enfin, une réglementation flexible pour ce qui est de la protection du patrimoine, de l'environnement et des conditions de travail.

Contre toute attente, le mot-clé dans le programme néolibéral est « public ». C'est-à-dire que l'État est le partenaire privilégié pour attirer et faire fructifier les capitaux des investisseurs. « L'État providence qui agit », avec ses grands programmes sociaux universels, devient « l'État accompagnateur qui fait agir », avec ses programmes ciblés, flexibles et individualisants. Le néolibéralisme n'est donc pas un programme économique basé sur le laisser-faire

de l'économie libérale classique. Ce n'est pas non plus l'absence d'État comme l'appellent les libertariens. L'État néolibéral idéal, c'est un État « autre » qui contribue à créer un nouveau monde et des individus qui lui correspondent.

## Modérer un nouvel individu

C'est de cela qu'on parle moins quand on parle de la « révolution néolibérale » que met en branle le Parti libéral du Québec depuis l'ère Charrest. On en veut pour preuve l'ampleur des ambitions du PLQ depuis 2003, l'emploi des termes non équivoques de réingénierie, de révolution culturelle, de réinvention de l'État.

Car il s'agit bien d'une révolution qui modifie les relations entre l'État et la société, mais qui permet aussi à l'État de retravailler les mentalités et les comportements des individus.

L'État néolibéral est un État qui éduque les individus à s'autonomiser par rapport à l'État, à se responsabiliser prioritairement devant les risques sociaux (chômage, maladie, etc.), à devenir des « entrepreneurs d'eux-mêmes » en développant leur attrait sur un marché du travail compétitif par des stratégies d'investissement sur soi (comme de s'endetter pour réaliser une formation d'études postsecondaires). Tout se passe comme si « l'esprit concurrentiel d'entreprise », qui s'est incrusté dans la pensée et la pratique de la gouverne de l'État depuis les écoles de management et le secteur privé, colonisait désormais le « moi » des citoyen-ne-s. L'État néolibéral en vient donc à modérer les attentes et les comportements des contribuables, des consommateurs et des travailleurs de manière à ce qu'ils se comportent comme autant de petites « entreprises d'eux-mêmes » en relation avec d'autres entreprises individuelles, publiques ou collectives-privées (allant de la PME à la multinationale).

À une autre époque, durant les années 1960-1970, les Québécois et Québécoises de talent voyaient positivement l'administration publique et s'y investissaient avec enthousiasme. Le héros mythique était alors le serviteur public, qu'il soit du côté du gouvernement ou de la fonction publique. Depuis les années 1980, l'État du Québec envoie un autre message à ses personnes de talent: devenez entrepreneurs. D'abord, cet État n'est plus le moteur de l'ascension sociale; il n'est plus le centre d'un projet ambitieux et attractif de construction d'une société francophone moderne et juste. Ceux qui en tiennent le gouvernail doutent même de sa fonction en le confondant avec le fonctionnement d'une entreprise privée, voire d'une cellule familiale. Ne faut-il pas gérer le budget public comme un bon père de famille? Le héros mythique est dès lors un acteur privé qu'il faut épauler: le créateur de richesse. Tandis que le serviteur public est suspecté de tous les maux: dépensier, inefficace, inutile.

Là où l'État néolibéral ne marque pas de changement par rapport à l'État providence, qu'il doit supplanter à terme, c'est sur la question de l'arrogance du pouvoir.

L'élection demeure un mandat ouvert que l'on confie à l'équipe gagnante, qui décidera *a posteriori* de la nature et de l'ampleur de son mandat. Mandat que l'équipe gagnante justifiera en invoquant la volonté des contribuables (et non pas des citoyen-ne-s), volonté qu'elle seule a su décrypter et peut représenter par la sanction sacrée des urnes électorales. Ainsi, si la « quatrième révolution » de Philippe Couillard doit mener l'État du Québec à devenir un « État du XXI<sup>e</sup> siècle », on peut dire d'avance que ce changement de paradigme fondamental n'aura pas reçu directement et consciemment l'aval des citoyen-ne-s. Bref, l'État néolibéral qu'entend faire advenir le gouvernement libéral sera peut-être « efficace », mais il ne sera certainement pas démocratique.

(1) *The Fourth Revolution – The Global Race to Reinvent the State*. Lire Antoine Robitaille, « La bible de Couillard? », *Le Devoir*, 6 octobre 2014.

◆ ◆ ◆  
Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez en [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com) et [gtaillifer@ledevoir.com](mailto:gtaillifer@ledevoir.com).

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillifer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); INFORMATION GÉNÉRALE: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Rettino-Parazzoli (reporters); INFORMATION POLITIQUE: Marco Fortier (chef de division), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corrivé (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); INFORMATION CULTURELLE: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); INFORMATION ÉCONOMIQUE: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); INFORMATION INTERNATIONALE: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); SECTION ART DE VIVRE: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); ÉQUIPE INTERNET: Laurence Clavel, Marie-Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Cailion, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); CORRECTION: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; SOUTIEN À LA RÉDACTION: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

## ACTUALITÉS



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'église Saint-Gérard-Majella, à Saint-Jean-sur-Richelieu, a une charpente en béton, mais c'est sa voûte asymétrique aux lignes courbes qui fait son originalité.

## ÉGLISE

SUITE DE LA PAGE 1

Au mois d'octobre, l'église a été vendue à des promoteurs pour 800 000\$. Elle sera démolie et un complexe domiciliaire de 104 appartements sera érigé sur le site.

D'architecture moderne, l'église Saint-Gérard-Majella a une charpente en béton, mais c'est sa voûte asymétrique aux lignes courbes qui fait son originalité. En 1964, elle avait d'ailleurs remporté la médaille Massey pour son innovation architecturale. Elle comporte aussi des vitraux de Jean-Paul Mousseau qui, eux, seront conservés.

Décédé en 2003, Guy Desbarats avait cofondé la firme Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold & Sise, qui devint ARCOP (Architects in Copartnership). L'architecte collaborera ainsi à la réalisation de plusieurs grands projets, parmi lesquels la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts, des pavillons thématiques de l'Expo 67, le pavillon du lac aux Castors sur le mont Royal, la place Bonaventure et la Place Ville-Marie (en consortium avec les architectes américains I.M. Pei et Henry Cobb). Guy Desbarats fut aussi le premier directeur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal.

## Églises modernes menacées

La présidente de Docomoco Québec, un organisme de protection du patrimoine moderne, France Vanlaethem, se désole du

sort réservé à l'église Saint-Gérard-Majella, qu'elle décrit comme une «œuvre majeure du patrimoine du Québec».

Dans une lettre qu'elle a fait parvenir en mai dernier au maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, Michel Fecteau, M<sup>me</sup> Vanlaethem le pressait d'explorer des solutions pour préserver l'église. Sa lettre est demeurée sans réponse.

Elle estime que les églises d'architecture moderne sont plus vulnérables que les anciennes. «Quand vient le temps de choisir les lieux de culte à conserver, c'est sûr qu'ils vont choisir les églises plus anciennes et démolir les plus modernes», commente-t-elle.

«Ce n'est pas la seule église qui est en danger», dit-elle. «Nous avons des églises modernes exceptionnelles au Québec. Certaines sont d'une originalité — je ne pense pas que j'exagère — sans égal au niveau international ou du moins accoté tout à fait de grandes réalisations internationales.»

Au milieu des années 2000, après avoir dressé l'inventaire des lieux de culte, le Conseil du patrimoine religieux du Québec a évalué toutes les églises, ce qui a mené à l'établissement d'un système de cotation. Celle de Saint-Gérard-Majella a reçu la cote «A», soit la note la plus élevée accordée aux bâtiments qualifiés d'«incontournables». «A quoi ça

sert, tout ce travail d'évaluation, si on les démolit sans coup férir, sans émoi? C'est ça qui me désole», dit M<sup>me</sup> Vanlaethem.

Une fois la transaction conclue avec les promoteurs immobiliers, la fabrique a mis en vente des objets de l'église, à l'exception de la vaiselle sacrée, des cloches et des vitraux qui ont été cédés à d'autres lieux de culte. Lampions, priedieu, bancs et statuettes ont donc été offerts aux paroissiens lors d'une vente tenue au début du mois.

L'église Saint-Gérard-Majella «est un bijou d'architecture moderne», estime Emilie Vézina-Doré, directrice générale d'Action patrimoine. Le bâtiment a beau avoir reçu la cote A du Conseil du patrimoine religieux du Québec, l'église n'est pas protégée. «En plus, le projet de remplacement est d'une affreuse banalité», soupire M<sup>me</sup> Vézina-Doré.

Elle déplore aussi que des objets et les bancs aient été liquidés. «C'est un cas aberrant», dit-elle. Action Patrimoine aurait souhaité que la ministre de la Culture dépose un avis d'intention de classement pour sauvegarder l'église et lui trouver une autre vocation.

## Peu de mobilisation

La disparition éventuelle de l'église Saint-Gérard-Majella n'a pas soulevé beaucoup de mobilisation, confirme Louis-Charles Fon-

taine. Si sa fermeture impromptue en octobre 2014 a causé du mécontentement chez les fidèles, personne ne s'est porté volontaire pour lancer une campagne de financement, souligne-t-il.

La dîme ne suffit pas pour maintenir les immeubles en bon état, dit-il, et l'un des problèmes, c'est que les églises contemporaines ne sont pas admissibles aux subventions, contrairement aux églises historiques. Malgré sa valeur architecturale, l'église Saint-Gérard-Majella n'est pas classée et ne bénéficie d'aucune protection.

M. Fontaine indique qu'il avait songé à la louer à l'école voisine pour des activités de théâtre, mais des tests ont révélé que la mauvaise qualité de l'air dans l'église ne permettait pas un tel usage. «J'ai offert à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de l'acheter pour un dollar, mais ils n'en ont pas voulu à cause des réparations à faire», ajoute-t-il.

L'église sera vraisemblablement démolie au printemps. Même si elle croit que le sort de l'église est scellé depuis des mois, France Vanlaethem espère au moins que des gestes seront posés pour protéger les églises jugées les plus exceptionnelles et éviter d'en perdre d'autres. «Je pense que le gouvernement a investi beaucoup dans le patrimoine religieux, mais le problème, c'est que le parc est grand et que les églises ferment les unes après les autres.»

Le Devoir

## SOINS

SUITE DE LA PAGE 1

pour les cinq prochaines années, la même proportion d'adultes desservie en soutien à domicile», précise la porte-parole du ministère, Noémie Vanheuverzwijn.

Quant à l'application du plan, il devra se faire à coût nul, confirme M<sup>me</sup> Vanheuverzwijn. «Le plan stratégique 2015-2020 et les choix qui en découlent doivent être mis en œuvre à l'intérieur des ressources mises à la disposition du réseau de la santé et des services sociaux. Donc les objectifs doivent être réalisés sans l'ajout de ressources supplémentaires. L'atteinte de la cible de 15% est réalisable dans le cadre d'amélioration dans l'ensemble du continuum de soins et services.»

## Insuffisance des ressources

Pourtant, les établissements de santé, qui assurent ces services, peinent déjà à répondre à la demande. En septembre dernier, la protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, dénonçait «l'insuffisance des ressources» qui obligeait les responsables du soutien à domicile à répartir les services entre les usagers, donnant un minimum à chacun «sans toutefois fournir le soutien nécessaire aux personnes visées». Elle donnait l'exemple d'une dame de 84 ans qui s'occupe de son mari en lourde perte d'autonomie qui s'est plainte de ne recevoir que 13,5 heures de services de soutien à domicile par semaine, alors que le centre de santé et de services sociaux a évalué qu'elle devrait plutôt en recevoir 37,5.

«Le Protecteur du citoyen constate que l'offre de services en soutien à domicile tarde à se développer et à se consolider et que des disparités régionales demeurent. En effet, les plaintes reçues au cours de la dernière année confirment que les usagers restent aux prises avec des problèmes de réduction des services, de délais d'attente et d'épuisement des proches aidants.»

## Compressions

Non seulement les ressources sont insuffisantes, mais les établissements doivent encore couper dans ces soins en raison de la dernière vague de compressions, comme le révélait Radio-Canada le 17 décembre dernier. Dans un reportage exclusif, on affirmait que la moitié des centres de santé et de services sociaux (CSSS), regroupés aujourd'hui en CISSS, avait réduit les budgets consacrés aux soins infirmiers à domicile ou aux services à domicile, obligeant plusieurs aînés à aller à l'hôpital pour recevoir des soins qu'ils recevaient auparavant à domicile. En entrevue, le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, répondait à Radio-Canada qu'il n'y avait aucune consigne de couper dans les soins à domicile et qu'il interviendrait si cela s'avérait nécessaire.

En campagne électorale, les libéraux s'étaient pourtant engagés à investir 750 millions sur 5 ans dans ce secteur, à raison de 150 millions par année.

Avec son assurance autonomie, qui visait à maintenir un plus grand nombre de personnes âgées à domicile, l'ancien ministre péquiste Réjean Hébert prévoyait pour sa part un investissement de 1,3 milliard sur 15 ans.

Le Devoir

«L'offre de services en soutien à domicile tarde à se développer et à se consolider et des disparités régionales demeurent»

Extrait d'un rapport du Protecteur du citoyen

## MEIN KAMPF

SUITE DE LA PAGE 1

Mais ce n'est pas l'opinion majoritaire, loin de là. Censurer le livre «signifierait [...] que [...] les Français sont encore si infantilisés qu'ils risqueraient de devenir hitlériens après avoir acheté le livre maudit», a répliqué le critique Pierre Assouline. Selon lui, la même logique conduirait à censurer les pamphlets d'antisémites notoires comme Louis-Ferdinand Céline et Lucien Rebatet.

## Le dernier tabou

«Mein Kampf demeure un texte tabou, un texte qui fait peur. C'est le dernier grand tabou du nazisme», explique le journaliste Antoine Vitkine, auteur de *Mein Kampf, histoire d'un livre*, qui vient d'être réédité chez Flammarion. «Je comprends cet émoi, dit-il. Car un livre, c'est une manière pour une idée de continuer à exister. Les films et les images de l'époque nazie sont complètement datés, mais il n'y a rien de plus vivant qu'un livre. Voilà ce qui explique la sidération qui surgit au moment où le livre tombe dans le domaine public. Au fond, ce passé n'est pas totalement passé.»

Pourtant, en pratique, dit Vitkine, le droit de publier *Mein Kampf* ne changera presque rien. Car le livre est déjà largement disponible. Des

exemplaires dans toutes les langues foisonnent sur Internet. De plus, le livre n'est vraiment interdit qu'en Allemagne et aux Pays-Bas ainsi que dans les pays où le gouvernement de Bavière a intenté des poursuites.

En France, les droits de la traduction de 1934 appartiennent aux Nouvelles Éditions latines. En 1979, un tribunal avait autorisé la distribution de l'œuvre pourvu qu'elle soit précédée d'une mise en garde. La Cour d'appel de Paris avait même jugé que *Mein Kampf* était «un document historique indispensable pour la connaissance de l'époque contemporaine».

Selon Antoine Vitkine, en France, il s'en vendrait environ 2500 exemplaires par an à un public constitué de quelques extrémistes, mais surtout de nombreux curieux. Selon lui, dans la plupart des pays européens, «la diffusion politique du livre demeure assez marginale».

## Best-seller dans le monde arabe

Mais ce n'est pas le cas partout. Dans certaines régions du monde, *Mein Kampf* est devenu un vrai best-seller, notamment dans les pays du monde arabo-musulman où l'antisémitisme est vivace. C'est en particulier le cas en Égypte et au Liban. Dans les années 1930, c'est d'ailleurs le grand mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, qui avait publié la première traduction arabe.

En Turquie, au début de 2005, la publication d'une édition économique de *Mein Kampf*

a provoqué un véritable engouement. Le livre s'est classé en quatrième position des meilleures ventes. Il s'en est écoulé 80 000 exemplaires en quelques mois. Après avoir interviewé des lecteurs turcs, Vitkine a été surpris de constater qu'ils ne l'achetaient pas que par provocation et que cette brique de 700 pages plutôt aride «avait été plus lue qu'on pouvait le penser».

Le livre est aussi très diffusé en Russie, dans les Balkans et dans les anciens pays d'Europe de l'Est où l'antisémitisme perdure. Dans ces pays, il représente aussi «une sorte d'antimodèle en rupture avec le communisme qui s'est construit contre le nazisme», dit Vitkine.

Fait mal connu, le livre ne s'en prend pas qu'aux Juifs et aux Noirs. Il dénonce aussi férocelement la France identifiée aux vainqueurs de la Première Guerre mondiale, au pays des Lumières et de la Révolution. Pour ne pas alerter les Français, dans les années 1930, Hitler avait d'ailleurs refusé que *Mein Kampf* soit traduit dans la langue de Molière. La traduction française fut réalisée sans autorisation par la Ligue contre l'antisémitisme et l'éditeur maurassien des Nouvelles Éditions latines afin de sensibiliser les Français à la menace que représentait Hitler.

## Un livre à étudier

Si le nazisme a été étudié sous toutes les coutures, très peu d'études ont été consa-

crées à *Mein Kampf*, déplore Antoine Vitkine. La langue même de *Mein Kampf* devrait nous apprendre quelque chose, disait récemment son traducteur Olivier Mannoni dans le magazine *Le Point*. «Les décalages logiques, les dérapages syntaxiques, ces longs moments d'éruptions et d'invectives, qui peuvent durer plusieurs pages, sont assez indéscriptibles, dit-il. Lorsque l'on traduit un tel texte, on analyse par la force des choses la manière dont ce mécanisme fonctionne et, je dois dire, il est assez terrifiant.»

Dans sa réponse à Jean-Luc Mélenchon publiée dans *Libération*, l'historien français Christian Ingrao rappelait que «ni les usines de mort ni les groupes mobiles de tuerie ne sont annoncés dans *Mein Kampf*» et qu'«il est tout simplement faux de penser accéder à la réalité du nazisme et du génocide par la seule lecture du piètre pamphlet du prisonnier autrichien.» Selon lui, «c'est un livre qui ne peut convaincre que des convertis».

Selon Vitkine, le malaise que crée encore *Mein Kampf*, qui fut diffusé à 12 millions d'exemplaires entre 1925 et 1945, vient du fait que, sans annoncer directement les camps, il prouve à tout le moins que l'on savait, ou du moins que l'on pouvait savoir. «C'est pourquoi, dit-il, il est temps d'affronter le poids du tabou.»

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com